

Doctoriales sur le travail

“Genre, Travail et Résistances”

17 et 18 novembre 2026 - Université d'Évry

Co-organisées par le centre Pierre Naville, le RT25 et le RT23 de l'Association Française de Sociologie

Avec le soutien du Gis-Gestes et de l'AFS

Ces doctoriales proposent un espace de rencontre et de discussion des travaux en cours de jeunes chercheuses spécialisées sur le travail au sens large - emploi, organisations, technique, activité, etc. Elles ont vocation à être réitérées tous les deux ans et invitent à investiguer l'objet travail depuis différentes approches de sciences sociales, en particulier mais sans exclusivité, la sociologie, l'anthropologie, la géographie, l'économie et l'histoire.

Cette première édition des doctoriales sera l'occasion d'analyser le travail du point de vue du genre et de l'engagement des travailleuses, aussi bien dans leur activité que dans leurs luttes. Le choix de ce thème tient au fait que les approches sociologiques classiques du travail, pensées au masculin neutre, ont été profondément reconfigurées à partir des années 1970 par la mise en lumière de certaines spécificités du travail des femmes, et notamment par la reconnaissance des activités domestiques exercées gratuitement dans l'espace familial, le déplacement du travail reproductif dans des espaces marchands, les inégalités de rémunérations, ou encore l'existence de formes d'emplois (morcelés, temps partiel contraints) spécifiques aux activités exercées par les femmes. Cet appel invite à penser la façon dont le genre, en tant que système d'organisation des rapports sociaux (Kergoat, 2001) mais aussi en tant que performance qui naturalise ce système (Butler, 2005), se construit dans l'espace de travail et dans l'activité. Les contextes professionnels, qu'ils soient féminisés, masculinisés ou mixtes, participent à la construction de normes de genre. En retour, le genre contribue à structurer ces espaces et à en faire émerger d'autres propices aux dynamiques de résistance - ce terme étant ici compris au sens large, comme des pratiques individuelles ou collectives par lesquelles les travailleuses s'opposent, contestent ou contournent les formes de domination, de contrôle et d'exploitation dans le monde du travail.

La littérature montre en effet que le travail constitue autant un lieu central de production des dominations qu'un espace privilégié de contestations collectives (Kergoat, 2012 ; Benvegnù, Bouffartigue et Giraud, 2025). Cette perspective propose également de saisir le rapport subjectif des travailleuses au travail, et de le comprendre à travers un regard intersectionnel, c'est-à-dire intégrant les dimensions de genre, de classe sociale, d'âge, de race, de santé, etc. Constitutif d'une pratique concrète de l'activité (Bidet, 2011), l'engagement au travail est analysé tant comme une

source de domination et de souffrance lorsqu'il est instrumentalisé par les fonctions managériales (Linhart, 2021), que comme un moteur de mobilisations individuelles et collectives permis par les collectifs de travail (Lallement, 2007), de (micro-)résistances, (extra-)ordinaires et (in-)formelles, et parfois de désengagement. La grève féministe annuelle du 8 mars en France et celle des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolle en 2019 sont des exemples de mobilisations collectives relatives aux conditions d'emploi et aux violences sexistes et sexuelles subies par les travailleuses. Il s'agit alors d'interroger la relation entre travail et genre à l'aune de ces mobilisations et résistances, en portant attention aux processus de politisation, de légitimation et d'institutionnalisation de celles-ci, ainsi que des rapports de pouvoir qui en conditionnent l'émergence, la reconnaissance ou l'invisibilisation.

L'événement a pour objectif de rassembler des contributions empiriques, théoriques et méthodologiques autour des questions suivantes : comment comprendre l'engagement au travail sous le prisme du genre et des pratiques de résistance ? Que recouvrent réellement ces résistances et comment varient-elles selon les travailleuses ? Qui sont celles qui parviennent à résister et quelle place occupent ces pratiques individuelles ou collectives dans l'activité ? Comment articuler une analyse genrée des résistances au travail avec la prise en compte d'autres rapports sociaux (classe, race, âge) ? Au travers de ces questionnements, nous cherchons à étendre l'analyse au-delà du champ des relations professionnelles en explorant la façon dont le genre structure les normes professionnelles, conjugales ou familiales. En prenant en compte les espaces aux frontières du travail productif et salarié, nous souhaitons également étudier comment un rapport critique au travail émerge en marge des activités productives. Nous nous demanderons comment le genre structure les formes collectives de travail et comment les revendications basées sur l'identité de genre ou encore les violences de genre conduisent à de nouvelles formes d'action collective (syndicalisme, forme collectives d'organisation, cellule VSS, collectif hors travail, etc.).

Pour explorer les intersections entre travail, genre et résistances, les doctorales seront organisées autour de cinq axes : 1) Résister collectivement au travail ; 2) Genre et résistance aux normes dans l'activité professionnelle ; 3) Résistances genrées en dehors de l'emploi/en dehors du salariat ; 4) Méthodologie (genre, théorie, et enquête de terrain) ; 5) Varia (destiné à permettre aux doctorant.es ne s'inscrivant dans aucun axe thématique de présenter et faire discuter leur travail).

AXE 1 : Résister collectivement au travail

Cet axe invite à examiner les conditions d'émergence des résistances collectives en milieu professionnel. Il propose plus spécifiquement de tenir compte de leur articulation avec les organisations publiques et privées existantes (Bereni 2012), d'accorder une place de choix aux caractéristiques sociodémographiques des collectifs en question et d'analyser leurs effets sur les transformations des rapports de pouvoir au travail. En effet, si la recherche sur le syndicalisme met en lumière le caractère historiquement masculinisé des organisations syndicales et les tensions persistantes autour de l'intégration des enjeux d'égalité et de lutte contre les

discriminations, d'autres travaux invitent à interroger ses recompositions contemporaines comme à relire l'histoire ouvrière au prisme du genre (Gallot, 2015). L'approche intersectionnelle met par exemple en lumière les formes de contestations qui se développent aux marges du syndicalisme traditionnel (Cranford, 2007). Les méthodes comparatives révèlent quant à elles le poids du contexte institutionnel et national dans la reconnaissance de la cause féminine (Revillard, 2016).

En outre, les résistances formelles ou informelles au travail – qu'il s'agisse du syndicalisme, de cellules de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, de dispositifs institutionnels d'égalité ou encore de collectifs constitués hors du lieu de travail – sont traversées par des rapports sociaux de genre, de classe, de race, de handicap, de sexualité qui structurent de manière différenciée les possibilités d'engagement (Yon, 2022). L'attention portée aux processus de collectivisation des résistances invite en ce sens à interroger les dispositions sociales qui facilitent ou, au contraire, freinent l'accès à ces formes d'engagement, dans la lignée des travaux sur le capital militant (Matonti & Poupeau, 2004). Comment les normes de genre influent-elles sur l'entrée dans l'action collective, sur la légitimité à prendre la parole, sur l'accès aux responsabilités militantes ou sur la permanence de l'engagement dans le temps ?

Les capacités d'organisations des travailleuses sont aussi façonnées par les conditions d'emploi et de travail (Nizzoli, 2017 ; Peugny, 2021). Les communications pourront analyser les difficultés auxquelles font spécifiquement face les métiers fortement féminisés et les activités domestiques ou bénévoles non reconnues comme du travail (Bérout, 2025 ; Simonet, 2024). Elles pourront aussi revenir sur les conditions de possibilité de mobilisations *a priori* « improbables », par exemple dans le cadre d'activités illégales et fortement stigmatisées comme la prostitution (Mathieu, 2001). Comment résister lorsque les lieux et horaires de travail sont fluctuants et irréguliers ? Comment fédérer un collectif lorsque chaque travailleuse est liée à l'organisation qui la rémunère par des contrats distincts, et parfois même à des employeuses différentes ? Comment se faire entendre et faire reconnaître sa professionnalité lorsque l'on exerce un métier peu reconnu ou que l'on réalise des tâches largement invisibilisées ? Quelles formes prennent ces résistances collectives dans des contextes où l'action syndicale est faible ou inexistante ? Comment se traduisent-elles concrètement, et en quoi leurs modes d'organisation, leurs répertoires d'action et leurs cadres de revendication sont-ils spécifiques à ces espaces de travail ?

AXE 2 : Genre et résistance aux normes dans l'activité professionnelle

Les normes de domination et leur contestation trouvent une forme d'expression toute particulière dans les activités professionnelles. La matérialité des espaces et techniques sont le support de performance d'identités de genre et

professionnelles construites en accord ou en réaction à ces formes de domination. Ce deuxième axe vise à interroger comment le prisme du genre détermine les résistances aux normes prescrites au sein des environnements professionnels et comment ces dernières s'expriment *matériellement*.

De nombreux espaces professionnels se sont historiquement construits sur l'invisibilisation et l'exclusion de certains corps (Rennes, 2022). Les travaux en sociologie ont ainsi mis en évidence les mécanismes de reproduction des normes sexuées au travail, favorisant l'émergence et la légitimation de « corps légitimes » (Boni-Le Goff, 2021). Quelles répercussions ces normes ont-elles sur la pénibilité différenciée des activités ? Quel travail supplémentaire les travailleuses, dont les corps ne correspondent pas aux normes dominantes, doivent-ils fournir, par exemple en termes d'habillement, de maîtrise du corps et de la voix ou de gestion au travail des menstruations, notamment en cas d'endométriose (Romerio, 2023) ? Les propositions sont invitées à éclairer les mécanismes de résistance mis en œuvre par des travailleuses ne disposant pas des capitaux corporels identitaires dominants dans leur espace professionnel (Achin, Dorlin, Rennes, 2008). L'analyse pourra porter aussi bien sur des milieux fortement masculinisés que féminisés et interroger le rôle de la socialisation professionnelle genrée et de la centralité de la norme hétérosexuelle, afin de mettre en lumière les performances de genre au travail et les conditions de résistances, notamment à travers la prise de conscience du partage d'une position minoritaire au sein de l'espace de travail.

De fait, la segmentation des espaces de travail et de sociabilité peut avoir des répercussions sur la santé physique et mentale des travailleuses, et forme un angle idéal pour approcher la matérialité des inégalités. La généralisation du télétravail ces dernières années a, par exemple, avec la confusion des espaces domestiques et de travail, amplifié les inégalités en termes de gestion du temps (Schütz, 2024). Plus largement, les approches matérialistes portant sur la santé environnementale ont insisté sur la nocivité des environnements de travail en lien avec des formes de domination intersectionnelle. Michelle Murphy (2006) a ainsi montré comment des travailleuses du secteur tertiaire, en mobilisant leur expertise située, ont enquêté sur leurs environnements de travail pour mettre en évidence la pollution des bureaux modernes et résister contre des formes d'invisibilisation structurelles. L'approche par les environnements et les espaces de travail amène à nous questionner sur leur appropriation à travers l'engagement dans le travail et la performance d'une double identité experte et de genre (Monjaret, 1996). Comment décrire la division genrée des environnements de travail ? Comment les travailleuses objectivent les formes de domination qui les traversent ? Comment cherchent-ils à les façonner ?

Les contributions pourront également porter sur la revendication, l'adaptation ou la contestation de leurs techniques de travail. Comment les travailleuses questionnent-ils les normes professionnelles, et notamment les dimensions genrées des activités productives concernant leur organisation ou les objets techniques mobilisés (Chabaud-Rychter et Gardey, 2002) ? Si dans certains milieux professionnels, notamment masculinisés, la technique est fortement valorisée, dans d'autres, elle est associée à des pratiques domestiques (dans le care, les services à la personne ou le nettoyage), elle se voit alors dévalorisée au profit du travail émotionnel (Hochschild, 1983). Dans quelle mesure les travailleuses assignées à ce travail

émotionnel parviennent-ils à mettre en place des formes de résistances, en refusant de s'y engager ou en défendant une forme de professionnalité à travers celui-ci ? À l'inverse, l'émergence de nouvelles masculinités au travail (Rivoal, 2021) ne conduit-elle pas les cadres et dirigeants à revaloriser – à leur profit – certaines formes de travail émotionnel au travail ? Enfin, les contributions pourront également aborder des phénomènes de résistance et/ou de contestation sous l'angle de l'emploi. La résistance au CDI relève-t-elle de caractéristiques genrées, ou est-elle spécifique à certains secteurs professionnels (agriculture, médico-social, intermittence du spectacle, etc.) ? Peut-on rattacher par exemple le rejet des normes du CDI aux aspirations et caractéristiques sociodémographiques des individus (Caveng, 2015 ; Roux, 2017) ?

AXE 3 : Résistances genrées en dehors de l'emploi/ en dehors du salariat

Alors que les frontières du travail et des activités productives sont poreuses (Delphy 2003 ; Simonet 2018), ce troisième axe invite à étudier les résistances des travailleurs.euses du côté des marges des espaces "classiques" du travail et des "zones grises" entre le travail et le hors travail.

Premièrement, le fort engagement demandé aux travailleurs.euses dans une optique capitaliste, qu'il s'agisse de la disponibilité temporelle, d'horaires atypiques, du temps partiel imposé ou du travail gratuit, incite à considérer les espaces et les temps investis comme supports de potentielles résistances au travail salarié. Comment les travailleurs.euses résistent-ils à ces injonctions professionnelles, à la pression managériale à la disponibilité et à l'empiètement sur leur vie privée ? Quelles stratégies mettent-ils en place pour segmenter les temporalités sociales, voire pour contourner celles liées au travail salarié ? Sortir du salariat en devenant travailleureuses indépendantes constitue-t-il un moyen de résister à certaines injonctions professionnelles ? Ces contributions pourront analyser sous quelles conditions les interstices entre le temps travaillé et non travaillé comme les activités productives non rémunérées, envisagées dans certains travaux en termes d'"exploitation", peuvent incarner un espace de résistance et d'émancipation, par exemple à l'égard d'activités salariées source de discriminations et de risques psycho-sociaux. Il ne s'agit pas pour autant d'idéaliser ces espaces domestiques et associatifs, auxquels il s'agit aussi de résister parfois, en cherchant à contester les injonctions procréatives, domestiques ou parentales (Gotman et Lemarchant 2017), à éviter le "burn-out militant" (Balazard et Cottin-Marx 2025) ou à négocier le retour d'une logique productiviste dans des collectifs néo-paysans (Sallustio, 2022).

Ensuite, ce fort engagement invite à s'intéresser au travail d'organisation des temps de vie, ainsi qu'à la division du travail, aussi bien productif que reproductif. Les contributions pourront porter sur l'organisation des tâches reproductives entre les membres du foyer (Bozouls, 2021), en questionnant l'assignation des femmes aux tâches domestiques et parentales malgré leur activité professionnelle (Barrère-Maurisson et Rivier, 2004 ; Régnier-Loilier, 2009), et dont l'articulation des temps de vie est bien souvent synonyme de double journée de travail (Hochschild et Machung, 2012). Elles pourront étudier les négociations, les outils de gestion du temps mobilisés pour distinguer les sphères privées et professionnelles (plannings, agendas partagés, etc.), mais aussi les pratiques de sous-traitance du travail reproductif mises en place pour optimiser l'engagement dans la sphère

professionnelle, au risque de devoir endosser le travail de supervision de cette délégation (Malarmey, 2023). Plus largement, dans quelle mesure l'engagement affirmé des pères (Cartier et al. 2021 ; Chatot et Quennehen 2025) ou une "conversion écologique" (Coulangeon et al. 2023) transforment-elles cette division du travail ?

Enfin, les communications pourront interroger la politisation des activités productives au travers de leur exécution hors du cadre salarié ou indépendant (Anantharaman, 2024 ; Sallustio, 2022). Les contributions pourront aussi s'attacher à saisir la répartition du travail au sein de ces activités non rémunérées, comme les possibles inégalités induites. Comment, dans des communautés qui critiquent et souhaitent se distinguer du système de production capitaliste et des dominations qui en découlent (sexistes, classistes, racistes) peuvent ressurgir ces mêmes dominations (Rozencajg, 2021) ? Au sein des mondes associatifs et militants, comment la charge de travail et la répartition du "sale boulot" sont-elles négociées, individuellement mais aussi et surtout collectivement ?

Axe 4. Méthodologie

Ce quatrième axe invite à considérer les enjeux méthodologiques et éthiques en articulant les trois thèmes de ces doctoriales.

Les travaux de sociologues comme Jean Peneff (2005) ont amorcé des questionnements méthodologiques en sociologie du travail, notamment dans le cadre d'observations ethnographiques. Les propositions pourront tout d'abord s'intéresser au protocole d'enquête, en abordant les spécificités d'une entrée « par le haut » ou « par le bas » sur le terrain. On pensera notamment aux environnements de travail dans lesquels l'observation peut être associée au contrôle. Les communications pourront également réfléchir aux manières dont la chercheuse définit les résistances selon les différentes formes qu'elles peuvent prendre : remarques désobligeantes, humoristiques ou encore pratiques discriminantes (Perrin, 2023). Comment et pourquoi qualifier une pratique de « *résistance* » ? Comment construire un protocole d'enquête qui permet d'étudier les résistances, désapprobations, oppositions, désobéissances, ou encore insubordinations ? Ces mécanismes ne sont pas toujours formulés comme tels par les enquêtées et peuvent être peu visibles sur leur lieu de travail, ou avoir lieu en dehors. Dans ces situations, comment rendre compte des résistances « cachées » quotidiennes des enquêtées (Scott, 2019) ? L'étude de ces enjeux peut être freinée par des réticences à l'enquête même, notamment dans le cas de sujets sensibles (Darmon, 2005). Ces impasses peuvent être riches d'enseignement. Être chercheuse sur le terrain implique d'être observante, mais également observée, les caractéristiques sociales des chercheuses ont des répercussions : comment l'identité de genre influence-t-elle les situations d'entretiens (Arendell, 1997) ? Comment le partage de cette identité avec des enquêtées peut faire apparaître ou occulter certaines formes d'engagement (Le Renard, 2010) ? Quelles sont les spécificités d'enquêter sur des terrains exclusivement masculins ou féminins (Monjaret et Pugeault, 2015) ? D'autant plus, lorsque la posture de la chercheuse l'amène à faire du terrain en féministe (Clair, 2016). De plus, accéder aux discours et aux pratiques contestataires, suppose de construire un lien de confiance avec les enquêtées. Comment construire ce lien en prenant en compte les rapports sociaux dans lesquels la chercheuse est impliquée ? Ici encore, les

contributions pourront articuler posture de terrain et analyse des caractéristiques sociales des enquêtrices.

Enfin, des contributions abordant l'usage de méthodes quantitatives pour étudier cet objet sont les bienvenues. Assimilé à un outil de contrôle, de *tracking*, le processus de quantification peut entraîner une certaine méfiance des enquêtées. Comment garantir leur réponse lors d'une enquête *ad hoc* ? La construction d'un questionnaire implique de rendre visibles, de traduire en des questions d'opinion ou de pratique le(s) phénomène(s) étudié(s). Comment rendre visibles des résistances cachées, non perçues comme telles par les enquêtées, voire prohibées ? Ces enjeux se posent également pour l'étude de résistances hors de la sphère du travail rémunéré, en particulier lorsque celles-ci prennent des formes ordinaires, peu visibles ou non revendiquées. Lorsqu'il s'agit d'étudier des pratiques prohibées ou désavouées (par la hiérarchie, le collectif de travail, etc.), le recours à un passage de questionnaires papier plutôt qu'en ligne suffit-il à apaiser une éventuelle crainte quant à la collecte de ces données ?

Cette thématique est également l'occasion de souligner l'importance de la protection des enquêtées lors de la restitution des résultats. Si la protection et l'anonymisation sont des éléments primordiaux à toute enquête ou démarche scientifique (Siméant-Germanos, 2022), elles prennent ici une dimension particulière. C'est notamment le cas lorsque les pratiques sont silencieuses ou prohibées. L'entrée sur certains terrains ou institutions est en effet régulée, voire conditionnée à la remise d'un rapport ou de conclusions à l'organisation (exemple : CIFRE). Les communications pourront revenir sur le rôle des chercheuses dans la réception et la restitution à un large public des pratiques et discours recueillis.

Axe 5. Varia

Au-delà du thème privilégié par ces doctoriales, des propositions de communication mobilisant les outils des sciences sociales pour aborder les enjeux de travail sont également bienvenues. Ces journées se veulent en effet être le lieu de mise en discussion des recherches en cours portant sur le travail dans son acception la plus large (qu'il soit domestique ou rémunéré, reconnu ou invisibilisé, professionnel ou amateur, etc.), dans des secteurs variés (comme la culture, l'éducation, la santé, l'environnement, la finance, l'industrie ou l'agriculture, par exemple) et à partir d'ancrages disciplinaires et théoriques divers (sociologie du travail, géographie du genre, *gender studies*, ergonomie...).

Seront ainsi volontiers accueillies des communications mobilisant d'autres notions que celle de résistance. Celles-ci pourraient par exemple discuter des processus contemporains d'émergence de nouvelles professions, de division du travail, de délégation ou de montée en compétences, de reconnaissance des travailleuses et de ses qualités, mais aussi s'attarder sur les phénomènes de quantification et d'informatisation de l'activité ou encore examiner les environnements dans lesquels elle est réalisée (télétravail au domicile, flex office, plateformes en ligne, etc.). Plus largement, les questionnements contemporains sur le travail sont les bienvenus, qu'il s'agisse des nouvelles formes de travail invisibilisées, telles que celles exercées par les "petites mains du clic", ou informel. Les communications proposées pourraient aussi

investiguer les évolutions actuelles concernant le rapport au travail et à l'emploi, l'accès et la segmentation du marché du travail, les liens entre conditions d'emploi et de travail ou entre marché des formations et marché du travail, au prisme de caractéristiques socio-démographiques et rapports sociaux divers.

Les exemples mentionnés ci-dessus ne sont par ailleurs pas exhaustifs. Ils visent seulement à illustrer la variété des recherches que ces journées souhaitent mettre en lumière.

Informations pratiques :

Les propositions, d'une longueur comprise entre 5 000 et 7 000 signes maximum (bibliographie comprise), pourront s'inscrire dans un axe ou en croiser plusieurs. Elles sont attendues pour le 5 juin 2026.

Vous pouvez envoyer votre proposition à l'adresse suivante : genre.travail.resistances@gmail.com

Afin de faciliter la participation de doctorant.es et jeunes chercheur.euses non francilien.nes et précaires, une participation aux frais de transport et d'hébergement des [intervenant.es](#) est possible. N'hésitez pas à indiquer dans le mail de candidature les besoins en ce sens.

Comité d'organisation

Cindy Aubrière (CPN, Université d'Evry)

Alexis Garcia (CPN, Université d'Evry)

Charlotte Glinel (LISIS, INRAE)

Maud Hetzel (PragmApolis, FRS-FNRS)

Aliona Legrand (CPN, Université d'Evry)

Marine Le Net (CPN, Université d'Evry)

Hélène Malmey (CEET, CNAM)

Manon Plegat (IRS, Université de Genève)

Hugo Touzet (CERMES3, EHESS)

Antoine Veniat (CPN, Université d'Evry)

Lisa Wacogne-Triplet (Clersé, Université de Lille)

Paule Yacoub (CSO, Sciences Po)

Comité scientifique

Manisha Anantharaman, géographe, CSO, Sciences Po Paris

Anne-Marie Arborio, sociologue, LEST, Aix-Marseille Université

Carlotta Benvegnù, sociologue, CPN, Université d'Evry

Etienne Bordes, historien, Céditec, Université Paris Est Créteil

Olivia Chambard, sociologue, CPN, Université d'Evry

Marion Charpenel, sociologue et politiste, DySoLab, Université de Rouen

Sabine Fortino, sociologue, CRESSPA-GTM, Université Paris-Nanterre

David Gaborieau, sociologue, CERLIS, Université Paris-Cité

Fanny Gallot, historienne, CRHEC, Université Paris Est Créteil

Lucie Goussard, sociologue, CPN, Université d'Evry

Alban Jacquemart, sociologue, IRISSO, Université Paris Dauphine

Alexis Louvion, sociologue, Printemps, CNRS

Anne Monjaret, anthropologue, IIAC, EHESS

Pétronille Rème-Harnay, économiste, Splott/AME, Université Gustave Eiffel

Marco Saraceno, sociologue, CETCOPRA, Paris I

Maud Simonet, sociologue, IDHES, CNRS

Bibliographie :

Achin Catherine, Dorlin Elsa et Rennes Juliette, 2008, « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques*, vol. 3, n° 31, p. 5-17.

Anantharaman Manisha, 2024, *Recycling Class: The Contradictions of Inclusion in Urban Sustainability*, Cambridge, MIT Press.

Avril Christelle, 2014, *Les aides à domicile. Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute.

Arendell Terry, 1997, « Reflections on the Researcher-Researched Relationship: A Woman Interviewing Men », *Qualitative Sociology*, vol. 20, n° 3, p. 341-68.

Balazard Hélène et Cottin-Marx Simon, 2025, *Burn-out militant. Comment s'engager sans se cramer*, Paris, Payot.

Barrère-Maurisson Marie-Agnès et Rivier Sabine, 2004, « Chapitre 13 : Partage des tâches et des temps dans les ménages et parité professionnelle », In Istac Évelyne, Laffut Michel, Plasman Robert et Ruyters Christine (dir.), *Sphères privée et professionnelle Vers une recomposition des rôles et des actions*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, p. 295-311.

Benvegnù Carlotta, Bouffartigue Paul et Giraud Baptiste, 2025, « Le travail, espace du politique », *La nouvelle revue du travail*, n° 26.

Bereni Laure, 2012, « Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes. Christine Bard », *Les féministes de la 2ème vague*, Presses universitaires de Rennes, p. 27-41.

Béroud Sophie, 2025, « Contrôle du temps de travail et résistances dans l'aide à domicile », *La Pensée*, 2025, vol. 2, n° 422, p.92-101.

Bidet Alexandra, 2011, *L'engagement dans le travail : Qu'est-ce que le vrai boulot ?*, Paris, Presses Universitaires de France.

Boni-Le Goff Isabel, 2021, « Corps légitime ». In Rennes Juliette (dir.), *Encyclopédie critique du genre*, Paris, La Découverte, p. 184-195

Bozouls Lorraine, 2021, « Travail domestique et production d'un style de vie. Les femmes au foyer de classes supérieures », *Travail, genre et sociétés*, vol. 46, n° 2, p. 97-114.

Butler Judith, 2005, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.

Cartier Marie, Collet Anaïs, Czerny Estelle, Gilbert Pierre, Lechien Marie-Hélène, Monchatre Sylvie et Noûs Camille, 2021, « Allez, les pères ! Les conditions de l'engagement des hommes dans le travail domestique et parental », *Travail, genre et sociétés*, vol. 2, n° 46, p. 33-53.

Caveng Rémy, 2015, « Marché du travail et dispositions à la précarité. Une analyse par les transactions et les trajectoires », In Quijoux Maxime (dir.), *Bourdieu et le travail*, Presses Universitaires de Rennes, p. 267-282.

Chabaud-Rychter Danielle et Gardey Delphine, 2002, « La neutralité des techniques à l'épreuve de la critique », In Chabaud-Rychter Danielle et Gardey Delphine (éd.),

L'engendrement des choses. Des hommes, des femmes et des techniques, Editions des archives contemporaines.

Chatot Myriam et Quennehen Marine, 2025, *Être un père féministe, mission impossible ?*, Paris, Textuel.

Clair Isabelle, 2016, « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 3, n° 213, p. 66-83.

Coulangeon Philippe, Demoli Yoann, Ginsburger Maël et Petev Ivaylo, 2023, *La conversion écologique des Français*, Paris, Presses Universitaires de France.

Cranford Cynthia J., 2007, « "It's Time to Leave Machismo Behind!" Challenging Gender Inequality in an Immigrant Union », *Gender and Society*, vol. 21, n° 3, p. 409-438.

Darmon Muriel, 2005, « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère: analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, vol. 1, n° 58, p. 98-112.

Delphy Christine, 2003, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager" ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n° 3, pp. 47-71.

Dupuy Camille, 2021, « Un syndicalisme « incongru » ? Analyses des transformations du monde du travail associatif à travers le prisme de son syndicalisme », *Sociétés contemporaines*, vol. 4, n° 124, p. 95-124.

Federici Silvia, traduit de l'américain par Izoard Célia, illustrations par Loeve Anne, 2016, « Le marché mondial des ventres GPA et violence de classe », *Z : Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, vol. 1, n° 10, p. 150-154.

Gallot Fanny, 2015, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte.

Gotman Anne et Lemarchant Clotilde, 2017, « Sans enfant », *Travail, genre et sociétés*, vol. 1 n° 37, p. 33-36.

Guien Jeanne, Hajek Isabelle et Ollitrault Sylvie, 2020, « Femmes et lutte contre le gaspillage : un espace d'émancipation ou d'aliénation genrée ? », *Écologie & Politique*, vol. 1, n° 60, p. 105-119.

Hély Matthieu et Simonet Maud, 2023, *Monde associatif et néolibéralisme*, Paris, Presses universitaires de France.

Hirata Helena, 2021, « Travail productif, travail de care », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 70, p. 62-76.

Hochschild Arlie Russell, 1983, *Managed Heart: Commercialization of Human Feeling*, University of California Press.

Hochschild Arlie Russell et Machung Anne, 2012, *The Second Shift. Working Families and the Revolution at Home*, New York, Penguin Books.

Kergoat Danièle, 2001, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », In *Genre et économie : un premier éclairage*, éd. Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur, Genève, Graduate Institute Publications, p. 78-88.

Kergoat Danièle, 2012, *Se battre, disent-elles...* Paris, La Dispute.

Lallement Michel, 2007, *Le travail. Une sociologie contemporaine*, Paris, Gallimard.

Le Renard Saba A., 2011, « Partager des contraintes de genre avec les enquêtées. Quelques réflexions à partir du cas saoudien », *Genèses*, vol. 4, n° 81, p. 128-141.

Linhart Danièle, 2021, *L'insoutenable subordination des salariés*, Toulouse, Erès.

Malarmey Hélène, 2023, « Déléguer pour mieux articuler. Le recours au service prestataire pour la garde périscolaire », *Revue des politiques sociales et familiales*, vol. 4, n° 149, p. 91-107.

Mathieu Lilian, 2001, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin.

Matonti Frédérique et Poupeau Franck, 2004, « Le Capital Militant. Essai de Définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 5, n° 155, p. 4-11.

Maruani Margaret, 2017, *Travail et emploi des femmes*, Paris, La Découverte.

Monjaret Anne, 1996, « Être bien dans son bureau ». Jalons pour une réflexion sur les différentes formes d'appropriation de l'espace de travail », *Ethnologie française*, n° 1, p. 129-139.

Monjaret Anne et Pugeault Camille, 2015 (dir.), *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*, Lyon, ENS Editions.

Murphy Michelle, 2006, *Sick Building Syndrome and the Problem of Uncertainty. Environmental Politics, Technoscience, and Women Workers*, Durham & London, Duke University Press.

Nizzoli Cristina, 2017, « Du renouveau syndical sans stratégie ? », *Chronique Internationale de l'IRES*, vol. 4, n° 160, p. 130-142.

Olivier Alice, 2023, *Se distinguer des femmes : Sociologie des hommes en formations « féminines » de l'enseignement supérieur*, Paris, La Documentation française.

Peneff Jean, 2005, *L'Hôpital en urgence*, Paris, Éditions Métailié.

Perrin Raphaël, 2023, « L'ethnographie comme travail émotionnel : une enquête de terrain sur l'avortement », *Genèses*, vol. 3, n° 132, p. 97-115.

Peugny Camille, 2021, « Comment mobiliser des salariées isolées ? Le cas des femmes de ménage », *Sociologie du travail*, vol. 63, n° 2 [en ligne].

Pruvost Geneviève, 2008, *De la "sergote" à la femme flic Une autre histoire de l'institution policière (1935-2005)*, Paris, La Découverte.

Régnier-Loilier Arnaud, 2009, « L'arrivée d'un enfant modifie-t-elle la répartition des tâches domestiques au sein du couple ? », *Population & Sociétés*, vol. 461, n° 10, p. 1-4.

Rennes Juliette, 2022, *Métiers de rue : observer le travail et le genre à Paris en 1900*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Revillard Anne, 2016, *La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Rivoal Haude, 2021, *La fabrique des masculinités au travail*, Paris, La Dispute.

Romerio Alice, 2023, « Des « battantes » et des « faibles » ? Tenir au travail avec une endométriose », *Sciences sociales et santé*, vol. 41, n° 4, p. 79-105.

Roux Nicolas, 2017, *Un emploi discontinu soutenable ? Trajectoires sociales de saisonniers agricoles et d'artistes du spectacle*, Thèse de doctorat, CNAM.

Rozée Virginie, 2020, « Quand la performance du corps reproducteur devient un travail La gestation pour autrui en Inde », *Travail, genre et sociétés*, vol. 1, n° 43, p. 103-123.

Rozencwajg Romane, 2021, « Le « travail utopique » est-il sexiste ? Les collectifs écologiques et égalitaires à l'épreuve de la division sexuelle du travail », *Civilisations*, vol. 1, n° 70, p. 73-97.

Sallustio Madeleine, 2022, « La néo-paysannerie comme quête d'écologie temporelle. Une analyse du rapport au travail au sein de collectifs autogérés du Sud-est du Massif central français », *Temporalités et Sociétés*, vol. 1, n° 1-2, p. 65-90.

Scott James C., 2019, *La domination et les arts de la résistance: fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.

Sénac Réjane, 2012, *L'invention de la diversité*, Paris, Presses universitaires de France.

Schütz Gabrielle, 2024, « Un télétravail aux bénéfices inégaux : La construction organisationnelle de régimes de télétravail différenciés », *Sociologie*, vol. 15, n°4, p. 407-425.

Siméant-Germanos, Johanna, 2022, « Qui protéger, consentir à quoi, enquêter comment ? Les sciences sociales face à la bureaucratisation de la vertu scientifique. » *Genèses*, 129(4), 66-87.
<https://doi-org.ezproxy.universite-paris-saclay.fr/10.3917/gen.129.0066>.

Simonet Maud, 2018, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel.

Simonet Maud, 2024, *L'imposture du travail: désandrocentrer le travail pour l'émanciper*, Paris, 10/18.

Yon Karel, 2022, « Vers un syndicalisme intersectionnel : l'exemple du collectif McDroits », In Jean-Michel Drevon (coord.), *Le syndicalisme au défi du 21e siècle*, Syllepse, p. 67-71.